

Isolation und Integration : Arbeiterbewegung und Arbeiterbewegungskultur in der Schweiz 1920-1960 [Karl Schwaar]

Autor(en): **Sürner, Felix**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **2 (1995)**

Heft 1

PDF erstellt am: **25.04.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

pour discréditer un adversaire. A travers Weitling, c'est J. Froebel bien plus que le communisme qui était visé. Quant au pauvre Jacob de Gotthelf, si, au cours de ses pérégrinations, il s'enfonce dans la déchéance, c'est surtout à cause de ses fréquentations radicales. Et quand il en atteint le dernier degré, à Genève, cette sentine de tous les vices, c'est au cours de l'émeute radicale de février 1843 qu'il reçoit la salutaire blessure qui lui fera retrouver la foi. Le communisme, pour l'écrivain comme pour beaucoup de conservateurs, n'est que la logique du radicalisme qui lui fraye la voie. C'est ce dernier l'ennemi principal et non le communisme dont on agite l'épouvantail.

Ecrire que les mesures répressives à l'égard des sociétés ouvrières allemandes en 1850 montrent le souci qu'a le Conseil fédéral d'«étouffer dans l'oeuf toute expression de revendication sociale» (p. 79) constitue un autre anachronisme. Les préoccupations du gouvernement étaient bien plus immédiates: il s'agissait, d'une part, de donner satisfaction aux puissances voisines et, de l'autre, de rallier les dissidences provoquées par cette politique au sein du camp radical en agitant la menace de subversion sociale.

Dernier élément de «démonstration», lui aussi détaché de son contexte: le rapport du Conseil des Etats sur la gestion de 1878, qui relève que les réfugiés ne sont plus ceux d'autrefois qui s'en prenaient à la forme des gouvernements, tandis que désormais ils mettent en question les bases mêmes de l'Etat et de la société, s'attaquant à la propriété. Aussi sont-ils de ce fait les ennemis de la Confédération qui doit envisager de ne plus leur accorder l'asile. Le texte est certes intéressant, mais pour l'apprécier correctement, il faudrait rappeler qu'une argumentation identique apparaissait déjà, huit ans auparavant, dans la fameuse Circulaire de Jules Favre, à laquelle le

Conseil fédéral avait opposé une fin de non-recevoir; que, quatre mois après le rapport du Conseil des Etats, les sociaux-démocrates allemands réfugiés à Zurich y commençaient la publication de leur journal, diffusé clandestinement dans toute l'Allemagne, à la grande fureur de Bismarck, qu'ils la poursuivirent huit ans et demi durant, avant que l'expulsion de Bernstein et de ses trois amis n'y mette fin. Le rappel de ces deux éléments (il y en aurait d'autres) montre que le rapport de 1879 n'a certainement pas la portée que lui attribue Busset. C'est une nouvelle attitude qui se dessine, mais il faudra encore bien des années et d'autres expériences pour qu'elle prenne le dessus.

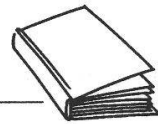
Autre point qui mériterait une ample discussion: le rôle de la tradition d'asile dans la formation d'un sentiment et d'une identité nationaux. Là aussi, les éléments réunis par l'auteur ne manquent pas d'intérêt en eux-mêmes, mais ils ne sont pas le résultat d'une collecte méthodique et systématique, ce qui empêche d'en arriver à une véritable reconstruction.

Marc Vuilleumier (Genève)

**KARL SCHWAAR
ISOLATION UND INTEGRATION
ARBEITERBEWEGUNG UND
ARBEITERBEWEGUNGSKULTUR IN
DER SCHWEIZ 1920–1960**

HELBING & LICHTENHAHN, BASEL/FRANKFURT 1993,
305 P., FR. 68.–

Dans un paysage historiographique suisse passablement clairsemé en ce qui concerne le mouvement ouvrier au-delà des années 1930, la thèse de K. Schwaar, élaborée dans le cadre du programme de recherche n° 21 du FNRS (*Pluralité culturelle et identité nationale*), vient utilement combler quelques lacunes. En effet, en couvrant la période allant de



1920 à 1960, cet ouvrage permet une meilleure vision des développements de la social-démocratie helvétique, de ses dissensions internes et surtout de sa métamorphose: de force de contestation politique, ce mouvement va de fait progressivement se muer en force de participation à l'Etat. Dans l'esprit de ses dirigeants, cette transformation est accompagnée d'une mutation idéologique, la conscience de classe (*Klassenbewusstsein*) disparaissant peu à peu au profit d'une conscience de citoyens (*Staatsbürgerbewusstsein*). De révolutionnaire, le Parti Socialiste devient populaire.

En abordant, par le biais de la culture, la question de l'adhésion graduelle de la majorité du mouvement ouvrier au modèle politique consensuel helvétique, K. Schwaar entend apporter un nouvel éclairage sur les modèles identitaires, axiologiques et normatifs de la social-démocratie. De fait, la culture ouvrière, en tant qu'instance de liaison (*Verknüpfungsinstanz*), permet de mieux saisir les mécanismes de l'intégration. Par là, l'auteur s'inscrit dans un champ de recherches répandu en Allemagne, dans lequel se mêlent histoire sociale et théories sociologiques. De ce courant est issue une tendance, inspirée par une certaine anthropologie culturelle, qui prône une approche de la culture ouvrière par «en bas», c'est-à-dire par l'étude de la vie quotidienne de ses membres et non uniquement de ses organes décisionnels. Cependant, K. Schwaar, s'il s'inspire de cette optique, ne veut pas être entièrement assimilé à celle-ci, dans la mesure où sa démarche ne délaisse pas entièrement l'étude des centres de décisions traditionnels que sont les instances dirigeantes (comités du PSS, de l'USS, et des organisations culturelles et sportives).

Cette relecture permet à l'auteur de mettre en question les interprétations existantes sur le processus d'adaptation

du mouvement ouvrier suisse. Alors qu'on considérait que cette intégration s'était accomplie, soit au tournant de la grève générale de 1918, soit au plus tard au milieu des années 1930, K. Schwaar suggère une plus longue persistance des formes d'expression spécifiques à l'identité ouvrière et envisage de ce fait les années 1950 comme le point de décomposition ultime de la culture du mouvement ouvrier organisé.

S'intéressant d'abord aux sociétés du Grütli d'avant la Première Guerre mondiale, l'auteur passe ensuite en revue l'attitude des organisations culturelles, du Parti socialiste et des syndicats de l'entre-deux-guerres, période au cours de laquelle émergèrent de nouvelles théories, dont la plus importante fut le *Kultursozialismus* germano-autrichien. Il achève finalement son parcours par les années quarante qui mirent un frein aux aspirations culturelles ouvrières, tandis que les deux décennies suivantes en sonnèrent définitivement le glas. De la sorte, K. Schwaar montre la diversité, parfois même l'hétérogénéité, des doctrines culturelles au sein des organisations ouvrières. Ces dernières développèrent tantôt des formes rejetant les normes bourgeoises, tantôt des stratégies d'insertion aux usages dominants. Il en ressort un tableau éloquent sur la difficulté et les contradictions inhérentes à la culture ouvrière qui oscilla longtemps entre l'acceptation des canons culturels et la contre-culture contestataire.

Il faut signaler et saluer la richesse des sources utilisées, l'étendue du travail de recherche effectué et l'intérêt des outils méthodologiques. Le spectre de la culture ouvrière social-démocrate est de la sorte très largement couvert. Malheureusement, du fait de l'absence d'un index indispensable pour l'utilisation scientifique d'un ouvrage comme celui-ci, l'exploitation rapide, partant profitable, par d'autres chercheurs de tout ce

matériel s'avère extrêmement fastidieuse. Ajoutons que la surabondance répétée de l'appareil de notes, dont certaines dépassent une page, redouble cette difficulté. Toutefois, même si, par endroits, on peut regretter l'absence d'une analyse plus poussée de la composition sociale des adhérents ou des cercles dirigeants de ces organisations culturelles, ce qui nuit à une vue d'ensemble synthétique, il n'en reste pas moins qu'en l'état actuel des recherches, la thèse de K. Schwaar, en avançant une autre interprétation de cette période, incite à une réflexion stimulante et présente un intérêt à plus d'un titre. Aux autres historiens d'affiner, de préciser, de reprendre, de contester ou de discuter ces vues autour des formations identitaires, qu'elles se restreignent au monde ouvrier ou non.

Felix Stürner (Lausanne)

JACQUES PICARD
**DIE SCHWEIZ UND DIE JUDEN
 1933–1945**

CHRONOS, ZÜRICH 1994, 559 S., FR. 68.–

«Eine erste Konferenz im Bundeshaus ergab, dass man behördlicherseits darauf rechne, dass die Judenschaft der Schweiz sich darüber klar sei, dass es sich bei der Betreuung der jüdischen Flüchtlinge, der Bearbeitung ihrer Weiterreise und den finanziellen Folgen in erster Linie um eine Sache des Judentums der Schweiz handle.» (S. 368) So schrieb ein jüdisches Hilfswerk im Rückblick auf das Jahr 1938, um seine enorm gestiegenen Ausgaben nach dem «Anschluss» Österreichs an Nazi-Deutschland zu erklären. Denn die Juden der Schweiz – eine verschwindend kleine Minderheit von rund 20'000 Menschen – sahen sich gezwungen, die eidgenössische Flüchtlingspolitik zu

finanzieren. Andernfalls würde man, hatte ihnen die Bundesbürokratie gedroht, die Grenze vor ihren Zufluchtsuchenden Brüdern und Schwestern verschliessen.

So finanzierten die Juden die helvetische Humanität. Die Behörden versäumten nicht, die Aufnahme von Flüchtlingen abzulehnen, weil man auf die beschränkte Finanzkraft der Juden Rücksicht nehmen müsse... In der Tat waren die Kräfte der einheimischen Juden, so bewundernswert ihre enormen Anstrengungen, ungenügend. Sie waren angewiesen auf die grosse Unterstützung durch das American Jewish Joint Distribution Committee (JDC). Zusammen mit anderen jüdischen Hilfswerken pumpte das JDC seit 1939 total 44 Millionen Franken ins Rettungsboot. Im Sommer 1942 blockierte die Schweizerische Nationalbank den Dollarzufluss. Die jüdischen Hilfswerke konnten nicht mehr zahlen. Zwei Tage später, am 13. August, sperrten die Behörden die Grenzen.

Ausführlich beschrieben hat diese infame und rassistische finanzielle Erpressung Jacques Picard. Dies ist aber nur ein Aspekt seiner vielschichtigen Studie. Sie erhellt das Verhältnis der Schweiz zu ihren eigenen wie fremden Juden, den Zusammenhang von schweizerischer Judenpolitik und internationaler Migrationspolitik – Dimensionen, die die Geschichtsschreibung bisher kaum beachtet hat.

Picard hat sich viel vorgenommen, aber die Aufgabe souverän und genau gelöst. Dabei sind die Strukturen komplex, die Ereignisse vielfältig und ineinander verwoben. Zur Orientierung skizziert er das Modell dreier Kreise: Den äussersten Kreis bildet die internationale Szene, vorab das Dritte Reich, das als kriegführende Grossmacht enormen Druck auf die Schweiz ausübt, weiter das faschistische Italien und die westlichen Alliierten. In einem mittleren Kreis steht